



9, Rue Boisrond Canal, Puits Blain, Pétion-Ville, Haïti  
[pccc.ht@gmail.com](mailto:pccc.ht@gmail.com) [www.pcccchaiti.org](http://www.pcccchaiti.org)

## RAPPORT DE MISSION DE LA COP-22

MAROC, Marackech 07-18 Novembre 2016



**MARRAKECH COP22 | CMP12**  
UN CLIMATE CHANGE CONFERENCE 2016  
مؤتمر الأمم المتحدة لتغير المناخ  
ⵜⴰⴳⴷⴰⵏⵜ ⵜⴰⵎⴳⴷⴰⵢⵜ ⵜⴰⵏⵏⴰⵎⴰⵢⵜ ⵜⴰⵖⴻⵔⴰⵏⵜ ⵜⴰⵎⴳⴷⴰⵢⵜ

CALIXTE Christin, Ing-Agr, M.Sc  
Coordonnateur

Novembre 2016

## Contents

Introduction.....	2
1 Contexte.....	3
2 Passage de relais entre la France et le Maroc .....	3
2.1 Première réunion de l'Accord de Paris .....	4
3 Présence de la Société Civile.....	5
4 Position officielle d'Haïti .....	6
5 Résultats de la COP 22 .....	6
Conclusion .....	8
Annexes.....	10
Déclaration de la Société Civile à Marrakech.....	10

## Introduction

La Plateforme de la Société Civile sur le Changement Climatique (PSC-CC) est un organisme à but non lucratif qui a été créée en décembre 2013 par 14 organisations Haïtiennes travaillant pour la protection de l'environnement. Depuis sa création, elle s'est donné pour mission d'être un espace de dialogue et d'échanges pour un plaidoyer en faveur de mesures d'adaptation et d'atténuation aux changements climatiques, faire pression sur le Gouvernement pour que ces mesures soient réellement appliquées et influencer les politiques publiques pour le renforcement de la résilience des communautés vulnérables. Les gaz à effet de serre ont un rôle important dans la régulation du climat. Sans eux, la température moyenne sur terre serait de  $-18^{\circ}\text{C}$  au lieu de  $+15^{\circ}\text{C}$  et la vie n'existerait peut-être pas. Toutefois, depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle, l'homme a considérablement accru la quantité de gaz à effet de serre présents dans l'atmosphère : entre 1750 et 2011, on estime que les activités humaines ont induit une perturbation de l'équilibre énergétique de la Terre, provoquant un réchauffement de la surface terrestre. La croissance des concentrations atmosphériques en  $\text{CO}_2$ , qui ont augmenté de 40% et celles de  $\text{CH}_4$  qui ont cru de plus de 150% y ont fortement contribué. En conséquence, l'équilibre climatique est déstabilisé et le climat se réajuste avec une augmentation de l'effet de serre (<http://www.developpement-durable.gouv.fr/-Comprendre-le-changement-.html>). Témoin et conscient des effets néfastes du réchauffement climatique en Haïti la PSC-CC réitère son engagement dans le plaidoyer sur les Changements climatiques d'où sa présence à Marrakech du 07 au 18 Novembre 2016.

La PSC-CC était parti dans les négociations sur le climat à Marrakech avec la volonté du ministère de l'environnement Haïtien pour que la société civile fasse parti de la délégation et participe aux négociations. La PSC-CC a eu l'appui des membres d'Act-Alliance qui supporte la plateforme depuis sa création dans les actions de plaidoyer avec d'autres partenaires des nations unies comme le PNUD et le SGP. Cette rencontre de haut niveau a permis à la PSC-CC de présenter ses actions de plaidoyer de défendre la position d'Haïti et de tisser des liens avec d'autres acteurs de la Société civile tel que l'OIF/IFDD, Réseau climat développement, The Human Development Driver for Morocco Today and Tomorrow (INDH) Initiative Nationale de Développement Humain, Act Now for climate justice sur la justice climatique. La PSC-CC a eu l'occasion d'échanger avec d'autres membres de Act Alliance présent dans la COP 22 comme Martin Vogel (Church Sweden) Jessica Dator Bercilla (Asia & Middle East) Gaby Drinkwater (Latin America and Caribbean) Isaiah Kipyegon Toroitich (Geneve) Amalie Cordes (Denmark).

*"Les espèces qui survivent ne sont pas les espèces les plus fortes, ni les plus intelligentes, mais celles qui s'adaptent le mieux aux changements" (Charles Darwin).*

## 1 Contexte

La vingt-deuxième session de la Conférence des Parties (COP 22) et la douzième session de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CMP 12) a eu lieu à Bab Ighli, Marrakech, Maroc du 7 au 18 novembre 2016. La cérémonie d'ouverture de la Conférence sur les changements climatiques Marrakech a démarré le 07 Novembre 2016 en présence de toutes les parties, délégués, observateurs dans la grande salle de plénière Marrakech. Etaient présents les éminentes personnalités dont le ministre de l'environnement français, présidente de la COP21, Mme Ségolène Royal ; M. Salaheddine Mezouar, président de la COP 22/CMP12. La séance a été portée sur de la 22e session de la Conférence des Parties de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) (COP22), la 12e session de la Conférence des PARTIES agissant comme Réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CRP) et avec l'entrée en vigueur de l'Accord de Paris le 4 novembre, la première Conférence des PARTIES servant en tant que Réunion des Parties de l'Accord de Paris (CMA1). Par ailleurs, les 45<sup>ème</sup> sessions de l'organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI 45) et l'organe subsidiaire de Conseil Scientifique et Technologique (SBSTA 45) et la deuxième partie de la première session de du groupe de travail spécial sur l'Accord de Paris (APA 1 – 2) ont également lieu.

## 2 Passage de relais entre la France et le Maroc

La session d'ouverture de lundi 07 novembre à la salle plénière de Marrakech a été l'occasion d'un passage de relais entre la France et le Maroc, entre Ségolène Royal, présidente de la COP21 et Salaheddine Mezouar, celui de la COP22. En plénière d'ouverture la présidente de la COP21 a remercié la présidence marocaine de son organisation de la COP22 en soulignant sa fierté et son émotion de contribuer à ce moment historique pour l'humanité, alors que 100 pays avaient à cette date ratifié l'Accord de Paris. Elle a insisté sur les notions de croissance verte et de justice climatique et souligné combien la COP22 était une COP africaine, alors que l'Afrique cumulait nombre de handicaps liés au climat. Pour la présidente de la COP21, Ségolène Royal, la question de justice climatique est cruciale lors des négociations de cette COP22, surtout pour l'Afrique. «Aujourd'hui à l'heure de cette ouverture de la COP22. Encore une fois je demande la justice climatique pour le monde et en particulier en Afrique et c'est le grand défi de cette COP. La COP22 est une COP africaine et c'est là que se trouve la priorité et l'espérance», a déclaré Ségolène Royal, dans son discours. Le 5 octobre 2016, le seuil d'entrée en vigueur de l'Accord de Paris a été atteint. Par conséquent, la première session de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris (CMA 1) se tiendra à Marrakech conjointement avec la CdP 22 et CPM 12.

Une fois élu président de la COP22, le ministre marocain des Affaires étrangères Salaheddine Mezouar a remercié la présidence et l'équipe françaises de leur engagement avant d'appeler la COP à capitaliser sur la dynamique de cette entrée en vigueur obtenue en un temps record. Il a insisté sur l'enjeu et la nécessité de faire preuve de cohérence et de transparence. Les conférences de Paris et de Marrakech sont fondatrices d'un avenir selon lui. La COP22 inaugure un nouveau cycle global et inclusif orienté vers l'action. La présidence marocaine s'engage en ce

sens dans le cadre d'un dialogue ouvert et transparent avec toutes les parties, Le nouveau président croit qu'en plus d'aller de l'avant dans les principaux domaines de négociation, l'action prend plus d'espace et crée un pont tangible entre notre vision d'un avenir meilleur et la mise en œuvre de projets concrets sur le terrain. Il continue pour dire que, les Parties ainsi que les acteurs non étatiques, avons ici une réelle opportunité de souligner cet élan, de célébrer les succès et de partager les expériences et d'apprendre à définir ensemble le chemin d'action. Enfin la COP 22 s'est également engagée à renforcer la collaboration responsable entre toutes les parties afin d'opérer un changement collectif vers un nouveau modèle de développement durable.

## **2.1 Première réunion de l'Accord de Paris**

La secrétaire de la CCNUCC Patricia Espinosa a souligné le caractère éminemment symbolique de cette conférence en raison de la première réunion de l'accord de Paris (CMA1). Elle a rappelé que les Etats s'étaient engagés dans l'effort de changer le cap de deux siècles de développement carboné. Marrakech est l'opportunité d'avancer, y compris sur les points clés: les finances (faire plus et être plus prévisible), les NDC (à intégrer dans les politiques nationales), le soutien à l'adaptation (à augmenter), les pertes et dommages (où des avancées devaient être faites). Les opportunités sont nombreuses, les défis également, autant pour les Etats que pour les acteurs non étatiques du Nord et du Sud. L'inaction et le statu quo ne sont plus des options alors que le travail est loin d'être achevé. Madame Patricia Espinosa affirme que la Conférence des Nations unies sur le changement climatique à Marrakech est l'étape cruciale pour les gouvernements qui cherchent à mettre en œuvre l'Accord de Paris sur le changement climatique adopté l'an dernier. Elle continue pour dire Bien que l'Accord de Paris donne des voies claires et une destination finale pour une action décisive sur le changement climatique, Avec l'entrée en vigueur de l'Accord qui se déroulera le 4 novembre - quelques jours seulement avant la CdP 22 -, le dialogue et les décisions à Marrakech ont un immense potentiel d'accélération et d'amplifier la réponse immédiate à la contestation reconnue dans l'Accord de Paris. Elle encourage les gouvernements du monde à venir à la CdP 22 prêts à travailler ensemble dans le même esprit qui a produit un tel succès ces dernières années. J'encourage également les dirigeants des secteurs publics et privé et chaque citoyen à suivre les travaux de la Conférence de Marrakech pour mieux comprendre comment vous pouvez agir et contribuer à l'élan croissant pour relever les défis globaux interconnectés du changement climatique et du développement durable.

Poursuivant la cérémonie d'ouverture avec l'adoption de l'ordre du jour, le président de la COP22 a suspendu la session le temps de consultations informelles avec la Turquie qui, après lecture du rapport de la présidence française, et des interventions de l'EIG, de l'UE et du G77 en faveur d'un retrait du «point turc» du projet d'ordre du jour, insistait sur son inclusion, jugeant contre toute évidence que rien ne s'opposait au traitement par la COP des circonstances particulières qu'elle revendiquait. Le premier huddle de cette COP22 où l'on trouvait l'EIG, les ALBA, les LMDC et le G77 concluait sur un transfert de la demande turque sous le point AOB, en échange d'un engagement de la présidence marocaine à ouvrir des consultations informelles à haut niveau. L'agenda a donc pu être adopté par la COP. Plusieurs groupes ont exprimé leur besoin de bénéficier de plus de temps pour travailler au sein des organes subsidiaires de l'Accord de Paris. Le consensus s'est fait sur la possibilité de continuer les travaux en parallèle du segment de haut niveau, mais dans un cadre informel.

Le président du GIEC Hoesung Lee a également clairement orienté les engagements de son institution vers l'action et a lancé un appel à experts tant pour le rapport 1,5° que pour la mise à jour de l'inventaire des émissions de gaz à effet de serre. Il a confirmé que le sixième rapport d'évaluation serait terminé en 2022, à temps pour contribuer au bilan mondial de 2023. Il espérait que les contributions du SBSTA guident le GIEC dans ses travaux.

### **3 Présence de la Société Civile**

Pendant les deux semaines, la PSC-CC a participé dans les rencontres de négociations de G-77 an china sur la question d'adaptation, les mécanismes de financement et les stratégies de communication de l'accord de Paris et dans les site event dans la zone verte et la zone bleu. La PSC-CC a eu des rencontres aussi avec quelques autres membres d'ACT Alliance des autres pays. Dans le site event organisé par Haïti la PSC-CC a fait une présentation sur la Justice climatique dans le but de défendre la position d'Haïti par rapport à la justice climatique

L'intégration de la société civile et des acteurs non-étatique dans les processus de négociations a permis à la Conférence de Marrakech sur le climat de passer à un autre rythme et à une nouvelle ambition. Dans la zone bleue la société civile a eu des expositions sur les actions qu'ils entreprennent dans la lutte contre les changements climatiques et respectueux de l'environnement (agriculture hydroponique, l'apiculture, la valorisation des équipements électroniques, le recyclage des déchets, les alternatives d'énergie renouvelable). Dans la zone bleue, selon les représentants(e) des différents stands, le fait de regrouper les mêmes activités en coopératives leur permet d'échanger entre eux et d'avoir de meilleur revenu. La Zone verte était consacrée chaque jour à des thématiques dédiées, allant de la jeunesse, les forêts, à l'accès à l'eau potable, la justice climatique, le genre et changement climatique en passant par l'agriculture, la gestion des déchets, la gestion des aires protégées. Lieu d'expression de tous les acteurs non-étatiques impliqués dans la lutte contre le changement climatique, la Zone verte était le centre des attentions pendant la 22<sup>eme</sup> Conférence des Parties (Cop22). Les évènements parallèles, les expositions, les conférences, les espaces de présentation, de sensibilisation et autant d'activités ont permis le partage de connaissances et d'expériences en faveur le climat. L'espace «Société civile» a mis l'accent sur le dialogue et offre des espaces de rencontre où la société civile, le monde universitaire et les collectivités locales ont présenté leurs initiatives sur le changement climatique et sur ses conséquences. L'espace «Innovation et solutions», quant à lui, a proposé des initiatives innovantes présentées par des acteurs du secteur privé, ainsi que des universités et des centres de recherche et des entreprises. L'objectif principal était de sensibiliser le grand public aux questions climatiques et aux mesures d'adaptation et d'atténuation. Il y avait des entreprises exposantes en provenance de toutes les régions monde. Dans les rencontres des différents groupes la question de financement pour la mise en œuvre des actions était au cœur des débats pour la mise en œuvre de l'accord de Paris ainsi que les pertes et dommages. La Société Civile Haïtienne compte soutenir le ministère de l'environnement dans le plaidoyer pour la ratification de l'accord de Paris par le parlement.

## 4 Position officielle d'Haïti

La Première Conférence des parties siégeant en tant que réunion des parties à l'Accord de Paris (CMA1) a été ouverte mardi 15 novembre en présence des chefs d'Etats, de gouvernements et des ministres de plus de 180 pays. Ce segment de haut niveau a été l'occasion pour les dirigeants de renouveler leurs engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris et exprimer clairement les retombées de la COP22. Au moment de prendre la parole à la tribune de la COP22, le ministre de l'environnement Simon Dieuseul Desras, a rappelé les circonstances particulières actuelles du pays. Faisant référence aux dégâts causés par le cyclone Matthew, le Ministre a déclaré : « L'éradication de la pauvreté dans le pays devient presque une illusion quand de temps en temps les structures économiques et les infrastructures sont balayées par des catastrophes naturelles amplifiées par les incidences perverses du changement climatique». Le Ministre de l'Environnement s'est exprimé à l'occasion du segment de haut niveau de la COP22, en faveur du transfert de technologies, de l'appui technique et financier pour l'adaptation, de l'adoption de mécanismes appropriés de transfert de risques liés aux pertes et dommages et de l'inclusion de tous les Etats dans la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC).

- Haïti réitère son Soutien à la position des PEID et PMA sur le financement des pertes et préjudices causés par les Changements climatiques (à Bali en 2007 et à Cancun en 2010).
- Haïti plaide pour que le Fonds Vert pour le Climat soit alimenté à hauteur de 100 milliards de dollars US l'an.
- Haïti plaide pour qu'une partie du Fonds Vert pour le Climat soit consacrée exclusivement pour la réponse aux pertes et dommages résultant des impacts des changements climatiques.
- Haïti plaide pour que les procédures d'éligibilité au Fonds Vert pour le Climat soient plus flexibles.
- Haïti plaide pour la mise en place d'un système d'assurance climatique en faveur des pays en développement.

## 5 Résultats de la COP 22

Après deux semaines de pourparlers, les pays réunis à la 22<sup>ème</sup> Conférence des parties sur le Climat, ont rendu public, l'appel de Marrakech en faveur de l'action pour le climat et le développement durable. Une proclamation est un signal de changement vers une nouvelle ère de mise en œuvre de l'Accord de Paris. Celui de réduire à 2 degré Celsius, les émissions de gaz à effet de serre dans le monde pour sauvegarder l'environnement pour les générations futures.

Ci-dessous, l'intégralité de la **Proclamation de Marrakech pour l'action pour notre climat et le développement durable.**

- ✓ Nous, Chefs d'États, de Gouvernements, et Délégations, rassemblés à Marrakech, en sol Africain, pour la Vingt-deuxième session de la Conférence des Parties, la douzième session de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto et la Première session de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris, à la gracieuse invitation de Sa Majesté le Roi du Maroc, Mohammed VI, prononçons cette proclamation afin de signaler un changement vers une nouvelle ère de mise en œuvre et d'action en faveur du climat et du développement durable.
- ✓ Notre climat se réchauffe à un rythme alarmant et sans précédent et nous avons le devoir urgent de répondre. Nous nous réjouissons de l'entrée en vigueur rapide de l'Accord de Paris, adopté en vertu de la Convention-cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques, ainsi que de ses objectifs ambitieux, sa nature inclusive, et sa conformité à l'équité et au principe des responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives, eu égard aux différentes situations nationales, et nous affirmons notre engagement pour sa mise en œuvre complète.
- ✓ En effet, cette année, nous avons assisté à un élan extraordinaire en matière de lutte contre les changements climatiques, partout dans le monde, ainsi que dans de nombreux fora multilatéraux. Cet élan est irréversible — il est guidé non seulement par les gouvernements, mais également par la science, par le monde des entreprises ainsi que par une action mondiale de tous types et à tous niveaux.
- ✓ Notre tâche aujourd'hui est de perpétuer cet élan, ensemble, allant de l'avant délibérément pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et pour encourager les efforts en matière d'adaptation, favorisant et appuyant ainsi l'Agenda pour le Développement Durable de 2030 et ses Objectifs de Développement Durable.
- ✓ Nous appelons à un engagement politique des plus fermes afin de lutter contre les changements climatiques, c'est une priorité urgente. Nous appelons à une solidarité forte avec les pays les plus vulnérables aux impacts des changements climatiques et nous tenons à souligner la nécessité d'appuyer les efforts visant à améliorer leur capacité d'adaptation, à renforcer leur résilience et à réduire leur vulnérabilité.
- ✓ Nous appelons toutes les Parties à renforcer et à soutenir les efforts pour éradiquer la pauvreté, assurer la sécurité alimentaire et prendre des mesures rigoureuses pour faire face aux défis des changements climatiques dans le domaine de l'agriculture.
- ✓ Nous appelons à rehausser d'urgence nos ambitions et à renforcer notre coopération afin de combler l'écart entre les trajectoires d'émissions actuelles et celles requises pour atteindre les objectifs à long terme de limitation de la température fixés par l'Accord de Paris.



- ✓ Nous appelons à une augmentation des financements, des flux et de leur accès, conjointement avec une amélioration de la capacité et de la technologie, y compris des pays développés vers les pays en développement.
- ✓ Nous, les pays développés Parties, réaffirmons notre objectif de mobiliser 100 milliards de dollars américains.
- ✓ Nous, à l'unanimité, appelons à davantage d'action climatique et d'appui, bien avant 2020, en prenant en compte les besoins spécifiques et les circonstances particulières des pays en développement, des pays les moins avancés ainsi que ceux particulièrement vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques.
- ✓ Nous qui sommes Parties au Protocole de Kyoto encourageons la ratification de l'Amendement de Doha.
- ✓ Nous, collectivement, appelons tous les acteurs non étatiques à se joindre à nous pour une action et une mobilisation immédiate et ambitieuse, s'appuyant sur leurs importantes réalisations, notant les multiples initiatives et le Partenariat de Marrakech pour l'Action Climatique Globale lui-même, lancé à Marrakech.
- ✓ La transition requise de nos économies pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris fournit une opportunité positive et substantielle pour une prospérité accrue et un développement durable.
- ✓ La Conférence de Marrakech marque un point d'inflexion important dans notre engagement pour rassembler la communauté internationale dans son ensemble afin de relever un des plus grands défis de notre temps.
- ✓ Dorénavant, alors que nous nous tournons vers la mise en œuvre et l'action, nous renouvelons notre détermination de vouloir inspirer la solidarité, l'espoir et l'opportunité pour les générations présentes et futures.

## Conclusion

Le quartier de Bab Ighli, à Marrakech, qui, naguère, ouvrait sur la médina de la ville du Maroc du sud, a été aménagé pour recevoir environ 22.000 participants de la « **COP 22** ». Les représentants de 196 pays mais aussi des industriels, des associations, la société civile étaient présent pour discuter sur le **climat** et son réchauffement. Après des espoirs, comme à Kyoto, en 1997, des échecs, comme à **Copenhague en 2009**, des difficultés à avancer, comme à Varsovie en 2013, et un succès réel à la **COP 21** de Paris en 2015, cette conférence part sur un terrain plus **solide**. On sait qu'il n'y aura rien de spectaculaire ni d'avancée brutale, mais les nations, après l'accord de Paris qui a été ratifié et est en vigueur depuis le 4 novembre, sont entrées dans le dur : il faut désormais discuter des détails pour réduire les **émissions de CO<sub>2</sub>** et tenter de

limiter le réchauffement de l'**atmosphère** à 1,5 °C par rapport à l'ère préindustrielle (ce qui semble infaisable) ou à « *bien en dessous de 2 °C* ». Si ce second objectif semble difficile à atteindre, les volontés de nations semblent maintenant assez saines pour des discussions productives.

Après deux semaines de négociations, les pays réunis à la 22<sup>ème</sup> Conférence des parties sur le Climat, ont rendu public, l'appel de Marrakech en faveur de l'action pour le climat et le développement durable. Une proclamation est un signal de changement vers une nouvelle ère de mise en œuvre de l'Accord de Paris. Celui de réduire à 2 degré Celsius, les émissions de gaz à effet de serre dans le monde pour sauvegarder l'environnement pour les générations futures. Une partie importante des négociations porteront sur l'**application** de cet accord de Paris. Ces discussions se rouleront à partir du 15 novembre, dans une série particulière de réunions, la CMA (*COP serving as Meeting of the Parties to the Paris Agreement*). Par exemple, les règles de **transparence**. Contrairement au protocole de Kyoto, ce traité ne prévoit pas de sanctions pour les pays qui ne respecteraient pas leurs engagements (ce qui n'avait eu aucun effet), mais l'application de « règles de transparence », consistant à rendre publics les actions prises et leur bilan. D'où, par exemple, une question pratique : quand ces règles devront-elles être mises en place ? « *Dès 2017* », disent les plus enthousiastes. « *Pas avant 2018* » disent les autres. La question du financement, de son côté, occupera beaucoup de temps. Les cent milliards de dollars par an, prévus à Copenhague en 2009, ne sont pas encore au complet. Les discussions porteront aussi sur de possibles décisions supplémentaires pour aller plus loin. La COP 23 se tiendra en Allemagne dont la ville n'a pas encore été choisie.

## Annexes

### Déclaration de la Société Civile à Marrakech

Nous, mouvements sociaux marocains, maghrébins, africains et internationaux, rassemblés à Marrakech à l'occasion de la COP22 réaffirmons notre détermination à construire et défendre la justice climatique, et notamment à agir pour maintenir le réchauffement climatique sous la barre des 1,5°C – conformément à l'engagement pris à Paris par l'ensemble des chefs d'État et de gouvernement.

#### *Le monde ne peut pas attendre*

Partout, les inégalités sociales se creusent, les droits régressent, les conflits et les guerres se multiplient ou s'enlisent. Nos peuples sont opprimés et la biodiversité s'éteint. Les conséquences du changement climatique sont particulièrement fortes en Afrique et dans les pays du Sud.

Les records de chaleurs, dépassés tout au long de l'année 2016, et la succession de cyclones, d'ouragans, d'inondations, de feu de forêts, de sécheresses, nous rappellent que le changement climatique est une réalité, qui affecte d'ores et déjà des centaines de millions d'entre nous - en particulier le flot de migrant.e.s arraché.e.s de leur terre et jeté.e.s dans les eaux au péril de leur vie. Nous savons que la différence entre 1,5°C et 2°C de réchauffement n'est pas mathématique mais est une question de vie ou de mort.

Les mouvements et les organisations de la société civile constatent que les négociations internationales sur le climat ne parviennent à déboucher sur les politiques indispensables, et considèrent donc que continuer de construire le mouvement pour la justice climatique est une priorité.

Nous dénonçons également la présence de multinationales polluantes et criminelles dans l'enceinte de la COP. Les COP ne doivent pas être transformées en opération de greenwashing par des gouvernements qui ne respectent pas nos droits et nos libertés.

#### *Zéro fossile, 100 % renouvelables : notre horizon, notre lutte*

Contenir le réchauffement climatique à 1,5°C implique de laisser les combustibles fossiles dans le sol, en commençant par les hydrocarbures non-conventionnels. Nous appelons donc les dirigeantes du monde entier à geler le développement de nouveaux projets fossiles et à engager la transition juste vers un futur 100% renouvelable et démocratique. L'industrie fossile est engagée dans une bataille pour sa propre survie. Nous savons donc que nous devons nous mobiliser pour bloquer ses projets destructeurs, partout où cela sera nécessaire.

Nous devons également nous battre pour ne pas être dépossédées des alternatives : nous travaillons à une transformation sociale, écologique, féministe et démocratique et ainsi construire les emplois de demain.

Nous exigeons également un contrôle citoyen sur le fonds verts, donc 50% des financements doivent aller à des projets et stratégies basés sur les communautés et les écosystèmes.

C'est la seule voie pour sortir du modèle productiviste extractif, soumis aux règles du marché et ne pas tomber dans le piège de l'économie verte et des fausses solutions : notre avenir ne dépend pas de la main invisible du marché mais du pouvoir des peuples du monde entier.

#### *Contre Donald Trump et son monde...*

Certains utilisent la crise sociale pour justifier des politiques réactionnaires, conservatrices, racistes, sexistes, qui ne font qu'accroître les injustices climatiques. Donald Trump n'est que le dernier avatar de ce national-populisme autoritaire, qui menace en premier lieu les femmes, les personnes de couleurs, les migrant.e.s, les musulman.e.s et les plus pauvres d'entre nous.

#### *...un climat de convergence*

Nous exigeons la libération immédiate de tou.te.s les prisonnièr.e.s environnementaux et la protection des défenseur.e.s de l'environnement, partout dans le monde.

De notre côté, nous nous engageons à œuvrer conjointement pour :  
 instaurer des processus d'élaboration des politiques collectifs et concertés à l'échelle locale et territoriale pour garantir une participation citoyenne effective, faire entendre la voix de la société civile, et faire des législations nationales des vecteurs de justice sociale et d'émancipation permettant de garantir aux peuples la réappropriation des biens communs (la terre, l'eau, l'air, les semences), ce qui passe notamment par la défense de la souveraineté alimentaire ;  
 concevoir et mettre en place un espace régional citoyen en intégrant en particulier l'espace africain, l'espace méditerranéen et celui des États insulaires qui reflètent l'ampleur et l'urgence à avancer dans nos combats communs pour la justice climatique.

Nos peuples souffrent mais nos luttes sur le terrain prennent de l'ampleur et la prise de conscience collective de la nécessité d'unité, de respect de la diversité et de complémentarité des modes d'action, s'amplifie.

Nous sommes convaincues que les changements nécessaires sont profonds. Nous refusons que nos États se plient aux choix du libre-échange et permettent à des entreprises de se doter d'armes législatives leur permettant d'agir impunément et que les lois du marché puissent outre-passer l'accession aux droits pour toutes les femmes et tous les hommes, de défendre le droit des petites paysannes et pêcheur.e.s, et de toute celles et ceux qui sont en première ligne de la construction d'un monde réellement juste et durable.

Nous n'attendrons pas les moments de négociation internationale pour nous réunir et travailler à notre convergence. La travail se fait depuis longtemps, se poursuit et continuera sur le terrain et

au niveau des mouvements de base qui luttent localement pour un autre système, un autre monde.

Nous tenons en particulier à affirmer notre solidarité avec toutes celles et tous ceux qui sont en première ligne de la lutte contre l'extractivisme : à Imider, à Gabes, à Aïn Salah, à Standing Rock, à Notre Dame des Landes, et partout ailleurs. Nous sommes solidaires de la lutte du peuple Palestinien pour sa liberté et ses droits à la terre et à l'accès à ses ressources.

Aujourd'hui, nous réaffirmons avec force et conviction qu'un autre monde est possible !

Fait à Marrakech, le 17 novembre 2016

### **MARRAKECH ACTION PROCLAMATION FOR OUR CLIMATE AND SUSTAINABLE DEVELOPMENT**

We, Heads of State, Government, and Delegations, gathered in Marrakech, on African soil, for the High-Level Segment of the 22<sup>nd</sup> Session of the Conference of the Parties to the United Nations Framework Convention on Climate Change, the 12th Session of the Conference of the Parties serving as the Meeting of the Parties to the Kyoto Protocol, and the 1st Session of the Conference of the Parties serving as the Meeting of the Parties to the Paris Agreement, at the gracious invitation of His Majesty the King of Morocco, Mohammed VI, issue this proclamation to signal a shift towards a new era of implementation and action on climate and sustainable development.

- ✓ Our climate is warming at an alarming and unprecedented rate and we have an urgent duty to respond.
- ✓ We welcome the Paris Agreement, adopted under the Convention, its rapid entry into force, with its ambitious goals, its inclusive nature and its reflection of equity and common but differentiated responsibilities and respective capabilities, in the light of different national circumstances, and we affirm our commitment to its full implementation.
- ✓ Indeed, this year, we have seen extraordinary momentum on climate change worldwide, and in many multilateral fora. This momentum is irreversible – it is being driven not only by governments, but by science, business and global action of all types at all levels.
- ✓ Our task now is to rapidly build on that momentum, together, moving forward purposefully to reduce greenhouse gas emissions and to foster adaptation efforts, thereby benefiting and supporting the 2030 Agenda for Sustainable Development and its Sustainable Development Goals.
- ✓ We call for the highest political commitment to combat climate change, as a matter of urgent priority.
- ✓ We call for strong solidarity with those countries most vulnerable to the impacts of climate change, and underscore the need to support efforts aimed to enhance their adaptive capacity, strengthen resilience and reduce vulnerability.
- ✓ We call for all Parties to strengthen and support efforts to eradicate poverty, ensure food security and to take stringent action to deal with climate change challenges in agriculture.

- ✓ We call for urgently raising ambition and strengthening cooperation amongst ourselves to close the gap between current emissions trajectories and the pathway needed to meet the long-term temperature goals of the Paris Agreement.
- ✓ We call for an increase in the volume, flow and access to finance for climate projects, alongside improved capacity and technology, including from developed to developing countries.
- ✓ We, the Developed Country Parties, reaffirm our USD \$100 billion mobilization goal.
- ✓ We, unanimously, call for further climate action and support, well in advance of 2020, taking into account the specific needs and special circumstances of developing countries, the least developed countries and those particularly vulnerable to the adverse impacts of climate change.
- ✓ We who are Parties to the Kyoto Protocol encourage the ratification of the Doha Amendment.
- ✓ We, collectively, call on all non-state actors to join us for immediate and ambitious action and mobilization, building on their important achievements, noting the many initiatives and the Marrakech Partnership for Global Climate Action itself, launched in Marrakech.
- ✓ The transition in our economies required to meet the objectives of the Paris Agreement provides a substantial positive opportunity for increased prosperity and sustainable development.
- ✓ The Marrakech Conference marks an important inflection point in our commitment to bring together the whole international community to tackle one of the greatest challenges of our time.
- ✓ As we now turn towards implementation and action, we reiterate our resolve to inspire solidarity, hope and opportunity for current and future generations.



Flags at the entrance to the venue





Site event Haiti (PSC-CC dans un panel pour défendre la justice climatique)





Le ministre de l'environnement Haïtien sur le tribune des UN





High-Level Segment



View of the dais during the COP plenary



Salaheddine Mezouar, COP 22/CMP 12 President



UNFCCC Executive Secretary Patricia Espinosa



COP contact group on matters relating to finance: long-term climate finance



Members of civil society advocate for more financial resources to address climate change



Delegates applaud the proposed Marrakech Action Proclamation for our Climate and Sustainable Development